

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué suite à la victoire du Non à Athènes

- International - Europe -

Date de mise en ligne : dimanche 5 juillet 2015

Démocratie & Socialisme

Victoire du Non en Grèce : Une victoire de la démocratie !

La campagne de peur organisée par la Commission de Bruxelles et la Banque centrale européenne a échoué ! La BCE n'avait pas hésité à geler l'alimentation des banques grecques en euros pour mettre l'économie grecque à genoux et semer la panique chez les déposants. En dépit de cette campagne, les électeurs grecs, dans leur majorité, ont refusé les propositions des créanciers de la Grèce.

Ces propositions avaient pour unique objectif d'empêcher la Grèce de servir d'exemple, en Espagne, en Italie ou en France et de montrer que, quelles qu'en soient les conséquences, il était impossible de résister à l'ordre néolibéral. Il fallait pour cela punir la Grèce et continuer à la maintenir dans la triple catastrophe, économique, sociale et financière que lui avait infligée la Troïka.

Après la victoire du Non, les négociations doivent reprendre immédiatement. Les dirigeants européens doivent entendre ce que vient d'affirmer le peuple grec : ni sortie de l'euro, ni humiliation et destruction sociale.

La dette grecque doit être restructurée, comme le demande le gouvernement grec. Le FMI lui-même vient de reconnaître qu'elle est insoutenable et impossible à rembourser.

La BCE a entre les mains le maintien de la Grèce dans la zone euro : elle doit se remettre à fournir normalement les banques grecques en euros, comme elle le fait pour toutes les autres banques de la zone euro. Si la BCE n'acceptait pas de traiter la Grèce comme doit le faire tout banquier central chargé d'alimenter les banques en liquidités, c'est elle qui prendrait la responsabilité, avec l'assentiment des 18 pays de la zone euro - autres que la Grèce - et de la Commission européenne, d'expulser la Grèce de l'euro. Les conséquences de cette expulsion seraient incalculables, non seulement pour le peuple grec, mais pour tous les peuples européens, l'avenir de l'euro et de l'Union européenne.

François Hollande doit se situer clairement du côté du peuple grec et se rappeler que son ennemie n'est pas la démocratie mais « la Finance » !

Gérard Filoche (membre du Bureau national du Parti socialiste et rédacteur en chef de Démocratie&Socialisme)